

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 09/01/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIMAC AGRO

21 Av. du Pont Rouge
17430 Tonnay-Charente

Références : 0007201208/2024/10
Code AIOT : 0007201208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement TIMAC AGRO implanté 21 Av. du Pont Rouge 17430 Tonnay-Charente. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en oeuvre du rejet exceptionnel des eaux de lagunes du site dans la Charente, dont les conditions ont été complétées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2024, l'inspection a pour objet de contrôler le respect des modalités qui y sont définies, à l'occasion de la réalisation d'un contrôle inopiné de la qualité des eaux rejetées par le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIMAC AGRO
- 21 Av. du Pont Rouge 17430 Tonnay-Charente
- Code AIOT : 0007201208

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Timac Agro est une filiale du groupe Roullier, qui a acquis le site de Tonnay-Charente en 1979. Le site de Tonnay-Charente est spécialisé dans la production d'engrais azotés et phosphorés.

La société TIMAC AGRO exerce actuellement ses activités sous couvert de l'arrêté préfectoral n°08- 4666 du 02/12/2008 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'engrais sur le site de Tonnay-Charente. Les prescriptions techniques initiales ont été modifiées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 08/03/2019 et du 19/09/2024.

L'année 2023 a été marquée par un arrêt des installations industrielles de production du site de Tonnay-Charente depuis le 02/03/2023. L'exploitant souhaite faire évoluer son outil industriel.

Cette évolution consiste en l'arrêt des ateliers de granulation, cave et sécheur et la création d'un nouvel atelier de mélange, d'ensachage et de plateforme logistique.

Par courrier du 03/05/2024, complété par courrier du 22/11/2024, l'exploitant a notifié au préfet la cessation, à compter du 30/06/2024, des activités relevant des rubriques 3430, 1532-3, 2910-A-2, 4440-2 et 4510 de la nomenclature des ICPE.

Il a transmis le 29/07/2024 un porter à connaissance relatif à la modification de ses installations de fabrication d'engrais. Des compléments sont attendus sur ce dossier. La mise en service de la ligne est prévue pour le deuxième trimestre 2025.

Des expéditions de produits en stock sont maintenues. Le site reste ouvert avec au moins 2 salariés présents en permanence sur le site. Le site fonctionne en horaires de journée, de 7h (pour réception / déchargements matières premières) à 18h.

Il emploie actuellement 4 personnes. Il est prévu de recruter jusqu'à 12 personnes dans le cadre de la restructuration.

Des travaux de réaménagement, de démantèlement et de désamiantage sont en cours.

Concernant la problématique de la gestion des eaux stockées dans les lagunes et les réseaux en charge, l'exploitant a mis en place, depuis fin septembre 2024, un dispositif de traitement interne des eaux, afin de pouvoir les rejeter dans la Charente, après un contrôle préalable du respect des caractéristiques définies par APC.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Aménagement des points de prélèvements | Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 4.3.10.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| 1 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.1.2 | Sans objet |
| 3 | Bilans mensuels | AP Complémentaire du | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | | 19/09/2024, article 3 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, aucun rejet d'eaux traitées n'a été constaté en Charente, en l'absence des résultats des analyses libératoires. L'organisme agréé a pu réaliser les prélèvements dans les fossés et sur le stockage d'eaux traitées afin d'en contrôler la composition.

L'accès au point de rejet Fossé n°3 n'est pas sécurisé et l'étanchéité du clapet anti-retour des eaux de la Charente vers ce fossé n'est pas assurée, en raison de la présence de branchages. Ces installations doivent être remises en état et leur entretien est à renforcer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, CONTRÔLES ET ANALYSES INOPINÉS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a passé commande auprès de la société SGS France (organisme agréé) pour la réalisation d'un contrôle inopiné sur les rejets aqueux du site.</p> <p>L'inspection, préalablement informée par l'organisme de contrôle, s'est rendue sur place le 11/12/2024 lors de la réalisation du contrôle inopiné.</p> <p>L'exploitant avait indiqué à l'inspection que la bâche étant pleine, les analyses de son contenu étaient en cours : les résultats étaient attendus pour le 12/12/2024 et à réception des résultats, il procéderait au vidage du contenu de la bâche vers le fossé n°3.</p> <p>L'inspection a constaté le 11/12/2024 que la bâche de stockage des eaux traitées était remplie, le dispositif de traitement était bien à l'arrêt et qu'aucun rejet depuis la bâche de stockage des eaux traitées n'était en cours vers le fossé n°3, ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2024 dans la mesure où l'exploitant ne disposait pas des résultats des analyses libératoires pour procéder à ce rejet.</p> <p>L'inspection a constaté que l'organisme de contrôle a procédé, quand c'était possible, aux</p> |

prélèvements ponctuels d'eau aux points de rejets prévus par les arrêtés préfectoraux en vigueur pour le site, à savoir :

- au niveau de la bêche de stockage des eaux de lagunes traitées : le prélèvement a été réalisé directement dans la bêche de stockage des eaux traitées ;
- au niveau du fossé n°1 : le fossé étant à sec, le prélèvement n'a pas été réalisé ;
- au niveau du fossé n°3 : le prélèvement a été réalisé à marée descendante, lorsque le niveau de la Charente permettait le rejet du fossé.

-

La société SGS devrait transmettre son rapport de contrôle sous 1 mois environ.

Si les résultats des analyses montrent des dépassements au regard des valeurs limites d'émission définies par les arrêtés, des suites administratives pourraient être proposées à Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement des points de prélèvements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 4.3.10.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET |
| Prescription contrôlée : 4.3.10.2.1 Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. 4.3.10.2.2 Section de mesure Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives, de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. |
| Constats : Pour le fossé N°1, le fossé étant à sec et au regard des difficultés d'accès, l'inspection, l'organisme de contrôle ne sont pas allés jusqu'au bord de La Charente pour constater l'état du point de prélèvement. Pour le fossé N°3, l'inspection a constaté que le chemin d'accès au point de prélèvement était dégagé et entretenu. En revanche, les conditions d'intervention pour effectuer le prélèvement en sécurité ne sont pas assurées. En effet, le point de prélèvement et son accès sont partiellement affaissés. De plus, des branches et morceaux de tronc empêchent la bonne étanchéité du clapet anti-retour de la Charente vers le fossé à marée haute. Ainsi, la représentativité des mesures n'est pas garantie, dans la mesure où il n'est pas exclu que l'eau prélevée en sortie de fossé à marée basse ne soit pas, au moins pour partie, constituée d'eau du fleuve. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant assure un accès facile au fossé n°1 et à son point de rejet. Il réaménage l'accès en sécurité au point de prélèvement du fossé n°3 et assure la bonne étanchéité du clapet anti-retour de la Charente vers le fossé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Bilans mensuels

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/09/2024, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, MODALITÉS DE REJETS |
| Prescription contrôlée : Mensuellement, l'exploitant transmet, pour information de l'inspection, un bilan : <ul style="list-style-type: none">- de la qualité des eaux traitées et rejetées, avec l'ensemble des données d'analyse et leur synthèse,- des débits et des volumes mesurés et enregistrés, liés aux différentes phases des opérations de traitement (volumes entrant et sortant du dispositif de traitement, volumes de concentrats, suivi des déchets) et de rejet en Charente (dispositif volumétrique totalisateur et enregistrement des horaires et de la durée du rejet). |
| Constats : Le traitement des eaux de lagune a débuté le 26/09/2024. Au jour de l'inspection, l'exploitant a transmis les bilans pour les mois d'octobre (le 08/11/24, complété suite à la demande de l'inspection, le 21/11/24) et de novembre (le 06/12/2024). Le 1 ^{er} fait état, au 31/10/2024, d'un volume total traité de 2416 m ³ et d'un volume rejeté au fossé 3 de 1568 m ³ depuis le début du traitement. Le 2 ^{ème} fait état, au 30/11/2024, d'un volume total traité de 4458 m ³ et d'un volume rejeté au fossé 3 de 3080 m ³ depuis le début du traitement. Les volume restants (concentrats, rétrolavages) sont soit éliminés en tant que déchets soit remis dans les lagunes. Dans l'intervalle, l'exploitant a estimé un apport supplémentaire dans les lagunes de 470 m3 liés à la pluviométrie. Les fréquences d'analyse en autosurveillance est respectée. L'exploitant procède aux analyses libératoires des eaux traitées avant rejet : la qualité des eaux traitées, rejetées dans le fossé 3, est conforme aux valeurs limites d'émission définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2024. Les modalités de rejet sont tracées dans le rapport : dates, horaires et débit. Elles sont conformes aux prescriptions de l'arrêté précité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |